EMPIRE CHÉRIFIEN
 PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	125 fr.	225 fr.
	6 mois.	75 »	125 »
	3 mois.	50 »	65 »
France et Colonies	Un an..	150 »	250 »
	6 mois.	100 »	140 »
	3 mois.	60 »	75 »
Sivanger	Un an..	200 »	350 »
	6 mois..	125 »	225 »
	3 mois..	75 »	125 »

Changement d'adresse : 2 francs.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : *décrets, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc...*
- 2° Une deuxième partie : *publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc...)*

Seule l'édition partielle est vendue séparément

On peut s'abonner à l'Imprimerie Officielle à Rabat, à l'Office du Protectorat à Paris et dans les bureaux de poste de l'Office chérifien des P. T. T. Les règlements peuvent s'effectuer au compte courant de chèques postaux du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle, n° 101-16, à Rabat.

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.

PRIX DU NUMÉRO :

Edition partielle.....	4 fr.
Edition complète.....	6 fr.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires	} La ligne de 27 lettres	8 francs

(Arrêté résidentiel du 14 mai 1943)

Pour la publicité-réclame, s'adresser à l'agence Havas Avenue Dar el Makhzen, 3, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

PARTIE OFFICIELLE

LEGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Arrêté viziriel du 13 juillet 1943 (10 rejeb 1362) complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jomada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique 581

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

Arrêté viziriel du 26 juillet 1943 (23 rejeb 1362) portant création de timbres-poste marocains 582

Arrêté viziriel du 27 juillet 1943 (24 rejeb 1362) portant création d'un timbre-poste à 1 fr. 50 représentant « La Marseillaise » de Rude, et portant l'inscription : « Un seul but : la Victoire » 582

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail déterminant les taxes à percevoir, pendant le 4^e trimestre 1943, pour l'alimentation du fonds de solidarité destiné à la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre 582

Arrêté du directeur de l'instruction publique concernant l'organisation des cours complémentaires dans les écoles musulmanes d'apprentissage, rurales et de fillettes musulmanes (section professionnelle) 582

Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes 583

Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole dans les écoles musulmanes rurales 584

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones relatif à l'agence postale d'Ijoukak (région de Marrakech) 585

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones relatif à la transformation de l'agence postale de Tahala 585

Séquestres de guerre au Maroc 585

Nomination d'administrateurs provisoires 586

PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES DU PROTECTORAT

Mouvements de personnel	586
Caisse marocaine des rentes viagères	586
Honorariat	586

PARTIE OFFICIELLE

LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

ARRÊTE YIZIRIEL DU 13 JUILLET 1943 (10 rejeb 1362) complétant l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jomada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 (7 jomada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 16 de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 (7 jomada I 1353) relatif aux indemnités du personnel de la direction de l'instruction publique, est complété ainsi qu'il suit :

« Article 16. —

« 3° Aux instituteurs et institutrices titulaires, pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole dans les écoles musulmanes, institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 12 juin 1943 ;

« 4° Aux institutrices titulaires pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes, institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 13 juin 1943.

« Les instituteurs et institutrices pourvus de deux ou plusieurs certificats d'aptitude ci-dessus mentionnés reçoivent deux ou plusieurs primes annuelles de huit cents francs selon le nombre de certificats d'aptitude spéciaux dont ils sont titulaires.

« Ces primes qui se cumulent entre elles, se cumulent également avec les indemnités pour cours complémentaires déterminées aux articles 15 et 15 bis ci-dessus.

« Toutefois, la prime afférente à un certificat d'aptitude spécial cesse d'être attribuée à l'instituteur ou à l'institutrice qui perçoit une indemnité pour cours complémentaire du fait de la possession de ce certificat d'aptitude spécial (enseignement professionnel, enseignement agricole ou enseignement dans les sections professionnelles des écoles de fillettes musulmanes) dans les conditions déterminées par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 15 juin 1943 concernant l'organisation des cours complémentaires dans les écoles d'apprentissage, rurales, et de fillettes musulmanes (section professionnelle). »

ART. 2. — Le présent arrêté viziriel aura effet à compter du 1^{er} octobre 1943.

Fait à Rabat, le 10 rejev 1362 (13 juillet 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 13 juillet 1943.

*Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.*

TEXTES ET MESURES D'EXÉCUTION

ARRÊTE VIZIRIEL DU 26 JUILLET 1943 (23 rejev 1362)
portant création de timbres-poste marocains.

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 4 de l'acte annexe du 1^{er} décembre 1913 à la convention postale franco-marocaine du 1^{er} octobre 1913 ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, pour l'affranchissement des correspondances au Maroc, une série de timbres-poste du type « Tour Hassan de Rabat », comprenant les valeurs ci-après :

10 c., 30 c., 40 c., 50 c., 60 c., 70 c., 80 c., 1 fr., 1 fr. 20, 1 fr. 50, 2 fr., 2 fr. 40, 3 fr., 4 fr., 4 fr. 50, 5 fr., 10 fr., 15 fr. et 20 fr.

ART. 2. — L'impression et la vente de ces différentes valeurs de timbres n'auront pas lieu en même temps, mais au fur et à mesure des besoins et des possibilités.

ART. 3. — Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fès, le 23 rejev 1362 (26 juillet 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 juillet 1943.

*P. le Commissaire résident général et p.o.,
Le Ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
MEYRIER.*

ARRÊTE VIZIRIEL DU 27 JUILLET 1943 (24 rejev 1362)
portant création d'un timbre-poste à 1 fr. 50 représentant « La Marseillaise » de Rude, et portant l'inscription : « Un seul but : la Victoire ».

LE GRAND VIZIR,

Vu l'article 4 de l'acte annexe du 1^{er} décembre 1913 à la convention postale franco-marocaine du 1^{er} octobre 1913 ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé un timbre-poste à 1 fr. 50 représentant « La Marseillaise » de Rude, et portant l'inscription : « Un seul but : la Victoire ».

ART. 2. — Ce timbre sera valable pour l'affranchissement des correspondances dans le service intérieur et dans les relations internationales.

ART. 3. — Le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Fès, le 24 rejev 1362 (27 juillet 1943).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 27 juillet 1943.

*Le Commissaire résident général,
PUAUX.*

Arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail déterminant les taxes à percevoir, pendant le 4^e trimestre 1943, pour l'alimentation du fonds de solidarité destiné à la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre.

LE DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS, DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DU TRAVAIL, Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 16 décembre 1942 relatif à la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre et survenus en zone française de l'Empire chérifien, notamment son article 7 ;

Vu l'arrêté du directeur des communications, de la production industrielle et du travail du 16 décembre 1942 déterminant les taxes à percevoir, du 1^{er} janvier au 30 juin 1943, pour l'alimentation du fonds de solidarité destiné à la réparation des accidents du travail résultant de faits de guerre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le taux des taxes déterminé par l'arrêté susvisé du 16 décembre 1942 pour l'alimentation du fonds de solidarité institué par le dahir susvisé de la même date est maintenu pendant le 4^e trimestre 1943.

Rabat, le 4 août 1943.

NORMANDIN.

Arrêté du directeur de l'instruction publique concernant l'organisation des cours complémentaires dans les écoles musulmanes d'apprentissage, rurales et de fillettes musulmanes (section professionnelle).

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu l'arrêté viziriel du 18 août 1934 relatif au personnel de la direction de l'instruction publique, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté viziriel du 9 novembre 1939 relatif à l'attribution d'indemnité temporaire de direction d'école et de cours complémentaire au personnel auxiliaire de la direction de l'instruction publique ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 août 1942 portant statuts du personnel auxiliaire des enseignements secondaires européen et musulman ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 août 1942 relatif à la rétribution des agents suppléants de l'enseignement ;

Vu l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 11 mai 1942 concernant l'organisation des cours complémentaires dans les écoles musulmanes d'apprentissage.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les classes supérieures des écoles musulmanes d'apprentissage, les classes d'enseignement agricole des écoles musulmanes rurales et les classes d'enseignement professionnel des écoles de fillettes musulmanes peuvent être érigées en cours complémentaires par décision du directeur de l'instruction publique, prise sur la proposition du chef du service de l'enseignement musulman, sous réserve des disponibilités budgétaires et aux conditions suivantes :

1° *Écoles d'apprentissage.* — a. Que l'école comprenne une classe de préapprentissage et trois classes non parallèles d'apprentissage proprement dit, c'est-à-dire quatre années d'enseignement professionnel ;

b) Que l'effectif total permanent de ces quatre classes s'élève à un minimum de quatre-vingts apprentis ;

c) Que tous les apprentis admis dans la classe de préapprentissage aient, en principe, suivi le cours moyen 1^{re} année d'une école musulmane.

Toutefois, dans certains cas particuliers, pour répondre aux besoins de l'industrie locale, le directeur de l'instruction publique pourra, sur la proposition du chef du service de l'enseignement musulman, accorder à titre provisoire et pour chaque école d'apprentissage, des dérogations à cette règle et admettre qu'un certain nombre d'apprentis ayant suivi au moins le cours élémentaire de 2^e année d'une école urbaine soient admis dans la classe de préapprentissage. Ces apprentis compteront alors dans l'effectif total prévu au paragraphe b) ci-dessus.

2° *Écoles rurales.* — Que l'école ou le secteur scolaire groupe un minimum de quatre-vingts élèves dont les plus avancés auront suivi, durant quatre années de scolarité au moins, un enseignement comportant un programme d'agriculture ou d'artisanat rural.

3° *Écoles de fillettes musulmanes (section professionnelle).* — Que l'école groupe un minimum de quatre-vingts élèves des sections professionnelles B et C.

Toutefois, ces conditions pourront, à titre exceptionnel, et sur proposition motivée des inspecteurs régionaux de l'enseignement musulman, être provisoirement suspendues lorsqu'il s'agira d'écoles nouvellement créées et en voie de développement.

ART. 2. — La liste des écoles dont les classes sont ainsi érigées en cours complémentaires est établie au début de chaque année scolaire et demeure valable pour l'année scolaire en cours.

ART. 3. — Les classes érigées en cours complémentaires redéviennent des classes ordinaires lorsqu'elles ne sont pas mentionnées sur la liste et sur les décisions prévues aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus.

ART. 4. — Les agents chargés des cours complémentaires, les directeurs et directrices des écoles pourvues de cours complémentaires, ainsi que les directeurs des secteurs scolaires comprenant des écoles de cette nature, reçoivent les indemnités prévues aux articles 15 et 15 bis de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934 ou, s'il y échet, les indemnités déterminées par l'arrêté viziriel susvisé du 9 novembre 1939, si, toutefois, ils remplissent les conditions fixées aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

ART. 5. — Les directeurs et directrices pourvus du certificat d'aptitude à la direction des écoles de plus de cent cinquante élèves ne peuvent prétendre à l'indemnité de direction de cours complémentaire.

ART. 6. — Les agents chargés de cours complémentaires et les directeurs et directrices d'écoles ou de secteurs scolaires comprenant des écoles à cours complémentaires ne peuvent recevoir les indemnités prévues ci-dessus que s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° Posséder :

a) Pour les écoles d'apprentissage, le certificat d'aptitude spécial à l'enseignement des Marocains musulmans (section profes-

sionnelle), institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1941 ;

b) Pour les écoles rurales musulmanes, le certificat d'aptitude à l'enseignement agricole dans les écoles musulmanes rurales, institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 12 juin 1943 ;

c) Pour les écoles de fillettes musulmanes, le certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes, institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 12 juin 1943 ;

2° Être l'objet d'une proposition motivée de l'inspecteur régional de l'enseignement musulman dont ils dépendent.

Les directeurs et directrices devront, au surplus, pour pouvoir prétendre à cette indemnité, assurer un minimum hebdomadaire de cinq heures d'enseignement technique ou professionnel.

ART. 7. — Le titre et les indemnités seront accordés dans la limite des crédits inscrits au budget à cet effet.

ART. 8. — L'indemnité de cours complémentaires attribuée en vertu des dispositions ci-dessus ne peut se cumuler avec la prime prévue à l'article 16 (2^e) de l'arrêté viziriel susvisé du 18 août 1934, en faveur des instituteurs et institutrices titulaires pourvus, selon les cas, soit du certificat d'aptitude spécial à l'enseignement dans les écoles de musulmans (enseignement professionnel) institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 10 mars 1927, soit du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole dans les écoles rurales institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 12 juin 1943, soit enfin du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes institué par l'arrêté du directeur de l'instruction publique du 12 juin 1943.

ART. 9. — Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions contraires et, notamment, l'arrêté directeur susvisé du 11 mai 1942, prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1943.

Rabat, le 15 juin 1943.

PASQUIER.

Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes.

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 portant organisation d'une direction de l'enseignement ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 2. — Ne pourront se présenter à cet examen que les institutrices titulaires âgées de vingt-cinq ans au moins, en fonctions depuis deux ans au moins dans une école de fillettes musulmanes et inscrites sur une liste d'aptitude établie par le directeur de l'instruction publique, sur la proposition du chef du service de l'enseignement musulman, en considération des titres des candidats et de leurs notes professionnelles.

ART. 3. — Toute candidate formule une demande d'inscription à l'examen et l'adresse, par voie hiérarchique, au directeur de l'instruction publique un mois avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

ART. 4. — Chaque année, le directeur de l'instruction publique fixe, deux mois à l'avance, au moins, la date de l'examen et les centres où auront lieu les épreuves.

ART. 5. — Le choix des compositions est fait par le directeur de l'instruction publique ou son délégué.

Les sujets de composition sont enfermés dans des enveloppes cachetées qui seront ouvertes en présence des candidates aux jours et heures fixés pour les épreuves.

ART. 6. — La commission comprend :

Le directeur de l'instruction publique ou son délégué, président ;

Le chef du service de l'enseignement musulman ou son délégué ;

Un inspecteur régional de l'enseignement musulman ;

Un agent chargé de l'inspection de l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes ;

Une ou plusieurs directrices ou institutrices d'écoles de fillettes musulmanes désignées par le directeur de l'instruction publique ;

Un ou deux inspecteurs ou agents du service des arts indigènes.

ART. 7. — La surveillance des candidates est exercée au cours des épreuves écrites d'une manière permanente par deux membres de la commission précitée.

Après chaque épreuve, les compositions sont remises à l'un des surveillants qui les place sous enveloppe cachetée. Les épreuves écrites étant terminées, il est procédé à leur correction par la commission d'examen prévue à l'article 6.

Le président de la commission ouvre, en présence du jury, les enveloppes contenant les compositions des candidates et remet celles-ci aux examinateurs chargés de la correction.

Chaque examinateur corrige chacune des épreuves écrites séparément.

Les notes définitives sont ensuite attribuées par l'ensemble de la commission, après délibération et à la majorité des suffrages, la voix du président étant prépondérante.

ART. 8. — L'examen comporte les épreuves suivantes :

1° *Épreuve écrite* : une composition écrite sur un sujet d'artisanat féminin. Les candidates seront invitées à exposer leurs connaissances sur les arts ou métiers féminins considérés du point de vue de leur technique et, éventuellement, de leur évolution.

Durée de l'épreuve : 3 heures. Coefficient : 2.

2° *Épreuves pratiques comprenant* :

a) Une épreuve de dessin comportant :

Le relevé d'un motif ;

L'adaptation de ce motif à une fin ornementale donnée (par modification des mesures, de la disposition, des coloris, etc.) ;

L'appréciation d'un dessin ou d'un cahier de dessin d'élève.

Durée totale de l'épreuve : 4 heures. Coefficient : 3.

b) Une leçon d'une demi-heure environ, faite à des fillettes musulmanes. Coefficient : 2 ;

c) Un exposé de technologie de vingt minutes au plus sur une technique d'art féminin marocain choisi par la candidate. Coefficient : 2 ;

d) Une épreuve d'atelier d'une durée totale de 3 heures. Coefficient : 3.

Au moment de leur inscription à l'examen, les candidates indiquent sur quelle partie du programme elles désirent subir les épreuves pratiques c) et d).

L'épreuve pratique b) portera sur une question d'enseignement ménager, puériculture, hygiène, coupe, couture, tricot, broderie, dentelle, tissage. Elle a pour but d'apprécier les qualités pédagogiques de la candidate en même temps que ses connaissances techniques.

ART. 9. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Pour être déclarées admises, les candidates doivent réunir un minimum de 20 points pour l'épreuve écrite et de 100 points pour les épreuves pratiques.

Est éliminatoire toute note inférieure à 10/20 pour l'épreuve pratique a).

La note 0 à une épreuve quelconque est également éliminatoire.

ART. 10. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1^{er} juillet 1943.

Rabat, le 12 juin 1943.

PASQUIER.

L'annexe du présent arrêté fixant le plan d'études du certificat d'aptitude à l'enseignement professionnel dans les écoles de fillettes musulmanes sera communiquée aux candidates qui en feront la demande à la direction de l'instruction publique à Rabat.

Arrêté du directeur de l'instruction publique fixant les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement agricole dans les écoles musulmanes rurales.

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu le dahir du 26 juillet 1920 portant organisation d'une direction de l'enseignement ;

Vu l'arrêté viziriel du 29 juillet 1920 portant organisation du personnel de la direction de l'enseignement, et les arrêtés viziriels qui l'ont modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les conditions d'obtention du certificat d'aptitude à l'enseignement de l'agriculture dans les écoles musulmanes rurales sont fixées ainsi qu'il suit.

ART. 2. — Ne pourront se présenter à cet examen que les instituteurs et les institutrices titulaires, en fonctions au Maroc depuis plus de deux ans dans une école ou une classe comportant un enseignement agricole s'ils sont inscrits sur une liste d'aptitude établie par le directeur de l'instruction publique, sur la proposition du chef de service de l'enseignement musulman, en considération de leurs titres, de leurs notes professionnelles, de leurs travaux personnels d'ordre agricole et, éventuellement, après appréciation d'une monographie qui pourra leur être demandée.

ART. 3. — Tout candidat formule, par voie hiérarchique, une demande d'inscription à l'examen et l'adresse au directeur de l'instruction publique un mois avant la date fixée pour l'ouverture de la session.

ART. 4. — Chaque année, le directeur de l'instruction publique fixe, deux mois à l'avance, au moins, la date de l'examen et les centres où auront lieu les épreuves.

ART. 5. — Le choix des compositions est fait par le directeur de l'instruction publique ou son délégué.

Les sujets de compositions sont enfermés dans des enveloppes cachetées qui seront ouvertes en présence des candidats aux jours et heures fixés pour les épreuves.

ART. 6. — La commission d'examen comprend :

Le directeur de l'instruction publique ou son délégué, président ;

Le chef du service de l'enseignement musulman ou son délégué ;

Un inspecteur régional de l'enseignement musulman ;

Un ou plusieurs directeurs d'écoles rurales et, le cas échéant, un ou plusieurs instituteurs spécialisés, désignés par le directeur de l'instruction publique ;

Un ou deux fonctionnaires du service de l'agriculture ;

Une ou plusieurs personnalités chargées de l'inspection de l'enseignement agricole.

ART. 7. — La surveillance des candidats est exercée au cours des épreuves écrites, d'une manière permanente, par deux membres de la commission précitée.

Après chaque épreuve, les compositions sont remises à l'un des surveillants qui les place sous enveloppe cachetée. Les épreuves écrites étant terminées, il est procédé à leur correction par la commission d'examen prévue à l'article 6.

Le président de la commission ouvre, en présence du jury, les enveloppes contenant les compositions des candidats et remet celles-ci aux examinateurs chargés de la correction.

Chaque examinateur corrige chacune des épreuves écrites séparément.

Les notes définitives sont ensuite attribuées par l'ensemble de la commission, après délibération et à la majorité des suffrages, la voix du président étant prépondérante.

Épreuves écrites

1° Une composition sur un sujet se rapportant à l'agriculture, l'arboriculture ou l'élevage. Durée : 3 heures. Coefficient : 2.

2° Une épreuve de sciences appliquées. Durée : 2 heures. Coefficient : 1.

Épreuves orales

1° Une interrogation sur l'agriculture et l'élevage. Coefficient : 2.

2° Une interrogation sur l'économie rurale. Coefficient : 1.

3° Une leçon ou conduite d'un exercice pratique avec un groupe d'élèves, sur un sujet se rapportant à l'agriculture, l'élevage ou l'économie rurale. Coefficient : 1.

Épreuves pratiques

1° Une épreuve technique comportant : critique d'une exploitation, arpentage, levé de plan, tracés d'irrigation, organisation d'un terrain agricole, appréciation d'une culture, entretien ou démonstration de machines agricoles, animaliculture, etc. Coefficient : 1.

2° Une épreuve manuelle : reconnaissance d'engrais, de semences, de parasites (leur traitement), plantation d'un arbre, taille, greffe, exécution de semis ou de boutures, etc. Coefficient : 1.

ART. 8. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20.

Pour être déclaré admis il faut réunir un minimum de 90 points. La note 0 à une épreuve quelconque est éliminatoire.

ART. 9. — Le présent arrêté aura effet du 1^{er} juillet 1943.

Rabat, le 12 juin 1943.

PASQUIER.

Fermeture d'une agence postale.

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 31 juillet 1943, l'agence postale de 1^{re} catégorie et la cabine téléphonique publique d'Ijoukak (bureau d'attache Marrakech-médina) ont été supprimées à compter du 1^{er} août 1943.

Transformation d'une agence postale

Par arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 4 août 1943, l'agence postale de 1^{re} catégorie de Tahala a été transformée en poste de correspondant postal à compter du 1^{er} août 1943. La cabine téléphonique publique est maintenue.

Exécution de l'article 6 du dahir du 13 septembre 1939. — Mises sous séquestre effectif.

DATE de l'arrêté régional	PROPRIETAIRES des biens, droits et intérêts	NATURE ET SITUATION des biens	NOMS ET ADRESSES des administrateurs-séquestres
Région de Rabat 26 juillet 1943	MM. Joseph-Amatore et Amelto Dionigi, à Rabat.	Biens dépendant de la société à responsabilité limitée dite « Établissement Dionigi » et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Abdelkader Hassaine, directeur de la caisse régionale d'épargne et de crédit indigènes, à Rabat.
Région de Marrakech 16 juillet 1943	M. Luigi Vasari, à Marrakech.	Fonds de commerce de transport, meubles, comptes en banque et tous autres biens et intérêts.	M. Maurice Bourdichon, secrétaire-greffier adjoint au tribunal de première instance de Marrakech.
Région de Fès 19 juillet 1943	M. Auguste Di Vittorio, à Casablanca.	Propriétés dites : « Di Vittorio I », « Di Vittorio 3 » et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Léon Barraux, administrateur de sociétés, à Fès.
Région de Casablanca 23 juillet 1943	M. Alfred Marlini, à Casablanca.	Fonds de commerce, créances, comptes en banques et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Maurice Mérillot, conservateur de la propriété foncière, à Casablanca.
Région de Fès 30 juillet 1943	M. Michel Bechis, ayant demeuré à Fès.	Comptes en banques, créances et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Léon Barraux, administrateur de sociétés, à Fès.
Région de Casablanca 24 juillet 1943	M. Umberto Gazzi, à Casablanca.	Titres miniers, droits dans les sociétés « Trinacria » et « Casablancaise d'exportation », actions et parts dans la Société des mines industrielles africaines, assurances sur la vie, voitures automobiles, comptes en banque et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Maurice Mérillot, conservateur de la propriété foncière, à Casablanca.
Région de Casablanca 24 juillet 1943	M ^{me} veuve et les héritiers Pistolesi Oscar ; MM. Charles, Roméo, Edmond et M ^{me} Pistolesi, à Casablanca.	Fonds de commerce, immeubles, comptes en banque, voitures automobiles et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Maurice Mérillot, conservateur de la propriété foncière, à Casablanca.
24 juillet 1943	M. Sylvain Zoneo.	Immeubles, terrains, droits de jouissance dans deux immeubles, comptes bancaires, créances et tous autres biens, droits et intérêts	M. Maurice Mérillot, conservateur de la propriété foncière, à Casablanca.
24 juillet 1943	M. Onorino Stringhi, à Casablanca.	Propriété, titres et comptes en banque, créances et tous autres biens, droits et intérêts.	M. Maurice Mérillot, conservateur de la propriété foncière, à Casablanca.

Nomination d'administrateurs provisoires.

Par arrêté du directeur de la production agricole du 30 juillet 1943, M. Lenfumé Maurice, demeurant à Casablanca, 240, boulevard de la Gare, et M. Guérin Albert, demeurant à Casablanca, villa Argentine, rue de Tahure, ont été nommés administrateurs provisoires de la succursale au Maroc de la société anonyme « Vilmorin-Andrieux », dont le siège social est à Paris.

Ils gèreront conjointement cette succursale avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des interdictions et obligations résultant des décrets et arrêtés du 4 février 1943. Ils pourront, en particulier, effectuer toutes opérations bancaires, notamment en vue d'assurer le financement des récoltes, et passer à cet effet tous contrats assurant la garantie des prêts réalisés.

Toutefois, il devront solliciter l'autorisation du directeur de la production agricole pour toute opération de disposition d'immeuble affectant la succursale marocaine de la société « Vilmorin-Andrieux » et, notamment, pour passer tout contrat d'hypothèque.

L'arrêté directorial du 15 mai 1943 portant nomination de M. Lenfumé comme administrateur provisoire est annulé.

**PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
DU PROTECTORAT**
Mouvements de personnel**SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT**

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 juillet 1943, M. Velly Jean, commis principal hors classe du cadre des administrations centrales, est promu commis principal à l'échelon exceptionnel à compter du 1^{er} août 1943.

* * *

DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES

Par arrêté directorial du 10 mars 1943, sont promus dans le cadre des régies municipales :

Collecteur de 3^e classe
(à compter du 1^{er} août 1943)

M. Lopez Pierre, collecteur de 4^e classe.

(à compter du 1^{er} octobre 1943)

M. Sicre Albert, collecteur de 4^e classe.

* * *

DIRECTION DES FINANCES

Par arrêté directorial du 12 mai 1943, M. Benyounes Salomon, commis principal hors classe des domaines, est reclassé commis principal hors classe à compter du 1^{er} avril 1930. (Rectificatif au B.O. n° 1603, du 16 juillet 1943.)

Par arrêté directorial du 23 juillet 1943, Si Mohamed ben Maati ben Mohammed, fquh de 7^e classe des douanes, est révoqué de ses fonctions à compter du 5 juillet 1943.

DIRECTION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Par arrêté directorial du 23 avril 1943, M. Jacquy Pierre, inspecteur adjoint stagiaire de l'horticulture, est titularisé et promu inspecteur adjoint de l'horticulture de 5^e classe à compter du 1^{er} août 1943.

Par arrêté directorial du 25 juin 1943, M. Marciano Léon, interprète de 1^{re} classe (cadre général), relevé de fonctions, est réintégré à compter du 1^{er} mai 1943.

Par arrêtés directoriaux du 9 juillet 1943 :

M. Onno Louis est titularisé et nommé vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 8^e classe à compter du 8 juin 1943 ;

M. Nesterenko Antoine est incorporé définitivement dans le cadre technique de l'agriculture en qualité de conducteur principal des améliorations agricoles de 1^{re} classe, le 1^{er} juin 1943, avec ancienneté du 1^{er} juin 1942 ;

M. Lecerf Raymond est incorporé définitivement dans le cadre de l'agriculture en qualité de conducteur des améliorations agricoles de 1^{re} classe, le 1^{er} juin 1943, avec ancienneté du 1^{er} juin 1942.

Par arrêtés directoriaux du 18 juillet 1943, sont promus :

(à compter du 1^{er} août 1943)
Chimiste en chef hors classe

M. Vasseur Auguste, chimiste en chef de 1^{re} classé.

Vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 5^e classe

M. Hérault Marcel, vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 6^e classe.

Inspecteur adjoint de l'horticulture de 3^e classe

M. Guénot Guy, inspecteur adjoint de l'horticulture de 4^e classe.

Caisse marocaine des rentes viagères

Par arrêté viziriel du 4 août 1943, sont concédées la rente viagère et l'allocation d'État annuelles de réversion suivantes :

Bénéficiaire : M^{me} veuve Soriano, née Bouzer Jeanne.

Grade du mari : ex-agent auxiliaire aux services municipaux de Port-Lyautey.

Nature : rente viagère et allocation d'État non réversibles.

Montant : 1.664 francs.

Effet : 19 janvier 1943.

Par arrêté viziriel du 4 août 1943, sont annulées à compter du 1^{er} janvier 1941 la rente viagère et l'allocation d'État annuelles de sept cent quatre-vingts francs (780 fr.), enregistrées au bureau des pensions sous le n° 183 et liquidées au profit de M^{me} Gomel, née Darmon Elise.

Honorariat

Par arrêté résidentiel du 3 août 1943 :

M. Londres Albert, chef dessinateur de 1^{re} classe, est nommé chef dessinateur honoraire.

M. Toullieux Adrien, ingénieur topographe de 1^{re} classe, est nommé ingénieur topographe honoraire.